

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

DOSSIER : R-4045-2018

**DEMANDE DE FIXATION DE TARIFS ET CONDITIONS DE SERVICE POUR L'USAGE
CRYPTOGRAPHIQUE APPLIQUÉ AUX CHÂÎNES DE BLOCS**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 2 DE BITFARMS
ADRESSÉE À HYDRO-QUÉBEC DISTRIBUTION (« DISTRIBUTEUR »)**

Montréal, le 23 août 2019

2. Références : i) Pièce B-0141, article 4

Préambule :

Référence i)

« Les tarifs prévus à la section 1 du chapitre 3, à la section 1 du chapitre 4 ou à la section 2 du chapitre 5 des Tarifs d'électricité, selon le cas, s'appliquent à l'électricité distribuée par Hydro-Québec pour un usage cryptographique appliqué aux chaînes de blocs dans les cas suivants : [...] »

Demande :

2.1 L'article 4 de la pièce B-0141 concernant les abonnements existants ne réfère qu'au texte des tarifs actuellement en vigueur. Aucune référence n'est faite aux conditions de service, lesquelles doivent demeurer les mêmes pour ces abonnements existants. Le Distributeur aurait-il une objection à ajouter un article sous la section « abonnements existants » confirmant que ces abonnements demeurent assujettis aux conditions de service en vigueur depuis le 1^{er} avril 2019?

3. Références : i) Pièce B-0141, article 5 (a) (b)

iii) 2019, Tarifs d'électricité, en vigueur le 1er avril 2019, page 97

Préambule :

Référence i)

« a. Les tarifs applicables sont ceux prévus à la section 1 du chapitre 4 ou à la section 2 du chapitre 5 des Tarifs d'électricité, selon le cas. »

« b. Le service offert est un service non ferme »

Référence iii)

b) Option non ferme

La structure du tarif LD, option non ferme, est la suivante :

0,53 \$ le kilowatt de puissance à facturer par jour pour des interruptions planifiées et 1,06 \$ le kilowatt de puissance à facturer par jour pour des interruptions non planifiées, plus 5,36 ¢ le kilowattheure.

Dans le cas de l'option non ferme, le montant facturé au titre de la puissance ne peut être supérieur au produit du tarif mensuel de 5,31 \$ le kilowatt par la plus élevée des puissances à facturer par jour de la période de consommation visée.

Demandes :

- 3.1 Veuillez confirmer que les clients sujets aux tarifs et conditions de service pour usage cryptographique appliqués aux chaînes de blocs devront assumer les primes de puissance décrite à la section 1 du chapitre 4 ou à la section 2 du chapitre 5 des tarifs d'électricité, et ce, même si le service offert est non ferme.
- 3.2 Veuillez indiquer si les clients au tarif LD (référence iii) sont automatiquement sujet à assumer une prime de puissance pour leur service non ferme. Veuillez élaborer.
4. **Références :** i) Pièce B-0141, article 5 (d)
ii) Pièce B-0097, réponse à la question 7.2

Préambule :

Référence i)

« d. Hydro-Québec peut en tout temps mandater une société indépendante pour procéder à des vérifications afin de s'assurer que le client respecte ses engagements relatifs au développement économique et, s'il y a lieu, son engagement environnemental indiqués dans sa soumission. Dans ce cas, Hydro-Québec demande par écrit au client de lui transmettre les informations requises pour que la société mandatée procède aux vérifications pertinentes. Le client doit fournir ces informations au plus tard 30 jours après la date d'envoi de la demande écrite d'Hydro-Québec. »

Référence ii)

« Le Distributeur entend procéder de la même façon qu'il le fait dans la gestion du tarif de développement économique, en se réservant le droit, en tout temps, à compter de la date d'entrée en service de l'exploitation du client, de procéder à une ou des vérifications afin de s'assurer que celui-ci respecte ses engagements en matière de retombées économiques. Le processus de vérification est initié par l'envoi d'un préavis de 30 jours au client. »

[Nous soulignons]

Demande :

- 4.1 Veuillez justifier l'omission d'inclure un préavis de 30 jours au client avant l'initiation du processus de vérification à l'article 5 (d) de la référence (i), le tout conformément à la réponse donnée par le Distributeur à la question 7.2 de la pièce B-0097 (référence ii).

5. **Références :** i) Pièce B-0141, article 5 e) i) et ii)

Préambule :

Référence i)

« Si le client respecte chacun de ses engagements relatifs au développement économique et, s'il y a lieu, son engagement environnemental indiqués dans sa soumission, à hauteur de 50 % ou plus, la majoration correspond à l'écart entre le prix de la 1^{re} tranche d'énergie du tarif M ou le prix de l'énergie du tarif LG, selon le cas, et le tarif dissuasif de 15 €/kWh, au prorata du nombre d'engagements non respectés, selon ce qui suit :[...] »

Demande :

- 5.1 Veuillez donner un exemple concret de l'application du mécanisme de pénalité décrit à la référence (i) où un client ne respecterait pas un engagement économique ainsi qu'un engagement environnemental.

6. **Référence :** i) Pièce B-0141, article 5 (f)

Préambule :

Référence i)

« Le client s'engage à consommer l'énergie associée à la puissance prévue dans sa soumission pour une durée de 5 ans. »

Demandes :

- 6.1 Veuillez définir la portée de l'article 5 (f), en indiquant notamment s'il y a une quantité minimale d'énergie qui doit être consommée sur des périodes préétablies.
- 6.2 Si la réponse est affirmative, veuillez définir les paramètres auxquels les clients devront se conformer.
- 6.3 Quelles sont les conséquences d'un non-respect de l'engagement du client à consommer l'énergie associée à la puissance prévue dans sa soumission pour une durée de 5 ans?

7. **Références :** i) Pièce B-0141, annexe 1, article 3 (3)
ii) Pièce A-0112, pages 235-236

Préambule :

Référence i)

« Le soumissionnaire doit s'engager pour une durée de cinq ans, lequel engagement sera décrit à l'Entente. Des garanties équivalentes à un an de consommation à 1 ¢/kWh seront exigées à la signature de l'Entente pour couvrir les pénalités pour non-respect de ses engagements de consommation. La clause de garantie équivalente à un an de consommation prendra fin après la cinquième année et l'alimentation se poursuivra selon les Conditions de service qui seront en vigueur au moment du renouvellement de l'Entente. »

[Nous soulignons]

Référence ii)

« Alors, après cinq (5) ans et c'est conforme au paragraphe 288 de votre décision 2019-052. Après cinq (5) ans, ces clients-là deviennent des clients normaux. Alors, ils n'ont plus d'engagement de développement économique, ils n'ont plus d'engagement environnemental. Par contre, comme ils sont membres de la nouvelle catégorie, bien, ils seront à ce moment-là assujettis à un service interruptible. »

Demandes :

- 7.1 Veuillez confirmer qu'au terme de la période de cinq ans, le client n'aura plus d'engagement à respecter quant à la consommation d'énergie, quant aux critères de développement économique et quant au critère environnemental, le cas échéant.
 - 7.2 Veuillez confirmer qu'au terme de la période de cinq ans, l'alimentation du client se poursuivra selon les tarifs et conditions de service qui seront en vigueur à ce moment-là, sans aucune autre condition additionnelle.
 - 7.3 Veuillez justifier la nécessité de signer une nouvelle entente au terme de la période de cinq ans dans la mesure où ces clients deviennent alors des clients « standards » du Distributeur, sous réserve du service interruptible.
8. **Références :**
- i) Pièce B-0141, article 3
 - ii) 2019, Tarifs d'électricité, en vigueur le 1er avril 2019, pages 99 et 100

Préambule :

Référence i)

« Le client dont l'abonnement est pour un usage cryptographique appliqué aux chaînes de blocs doit assumer la totalité des coûts des travaux requis pour répondre à sa demande d'alimentation, sans possibilité de remboursement. Hydro-Québec doit avoir reçu le paiement total des coûts des travaux avant de les entreprendre. »

Référence ii)

« Restrictions – Option non ferme 5.34

Les dispositions relatives à l'option non ferme ne doivent pas être interprétées comme étant une obligation pour Hydro-Québec d'assumer des coûts additionnels de raccordement, d'installation ou de renforcement du réseau de transport ou de distribution pour desservir la clientèle concernée. Le client assume tous les coûts associés à la livraison de l'électricité en vertu de l'option non ferme. Hydro-Québec ne construira aucun nouvel équipement ni n'allouera d'équipement existant afin de garantir la disponibilité de l'énergie pour les charges de dépannage desservies en vertu de l'option non ferme »

[Nous soulignons]

Demandes :

- 8.1 Veuillez confirmer la compréhension de Bitfarms à l'effet que la disposition 5.34 (référence (ii)) du tarif LD à une portée similaire à celle de l'article 3 de la référence i), c'est-à-dire que les clients de ces deux services non fermes doivent assumer l'entièreté des coûts des ajouts au réseau, le cas échéant.
- 8.2 Autre que le tarif LD non ferme, veuillez indiquer s'il existe d'autres tarifs du Distributeur qui impose aux clients d'assumer l'entièreté des coûts des travaux requis pour répondre à la demande d'alimentation du client concerné. Le cas échéant, veuillez les lister.
- 8.3 Veuillez indiquer si les clients du tarif LD non ferme (référence (ii)) doivent offrir au Distributeur le paiement total des coûts des travaux avant de les entreprendre. Veuillez fournir tout document encadrant un tel règlement concernant les clients au tarif LD.